

DU MÊME AUTEUR

Tolstoï, la quête de la vérité, Ed. D. de Brouwer, 1997

Henry David Thoreau, précurseur de la désobéissance civile, Ed. Centre de ressources sur la non-violence, Coll. Culture de non-violence, 2006

Gandhi, sage et stratège de la non-violence (en collaboration avec Jean-Marie Muller), Ed. Centre de ressources sur la non-violence, coll. Culture de non-violence, 2008

En conscience, je refuse d'obéir. Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école, Ed. Des Ilots de résistance, 2010

Résister et enseigner de façon éthique et responsable, Ed. Golias, 2011

Résister à la déshumanisation de l'école : Adresse aux professeurs des écoles, Chapitre.com, 2021

Démilitariser la France : plaidoyer pour un pays acteur de paix, Chronique sociale, 2022

Subversive non-violence ! Chroniques pour réenchanter nos luttes et nos vies, TheBookEdition, 2022

Jean-Marie Muller, penseur et acteur de la non-violence, Coll. Culture de non-violence, 2022

Le paradigme de la non-violence : itinéraire historique, sémantique et lexicologique, Chronique sociale, 2023.

Alain Refalo

Entre guerre et paix,
la voie de la non-violence

Ce livre a été publié par Bookelis

ISBN : 979-10-359-8875-3

©Alain Refalo

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Introduction

Dans le monde incertain dans lequel nous vivons, où les tensions, les crises, les guerres et les violences de toutes sortes se succèdent et s'empilent, dessinant un sombre avenir pour notre planète, nous voulons croire qu'il existe, malgré tout, une lueur, certes faible et fragile, qui maintient l'espérance que « tout n'est pas encore fichu » ! Il ne s'agit pas d'optimisme, ni de pessimisme, mais de réalisme raisonné. En effet, entre guerre et paix, entre initiatives belliqueuses et défaitisme « pacifiste », la voie de la non-violence semble bien étroite. Certaines mauvaises langues diront qu'elle mène assurément à une impasse...

La guerre en Ukraine, succédant à la pandémie mondiale de la Covid 19, et s'ajoutant à la crise écologique planétaire, a bouleversé « l'ordre mondial » en y insérant davantage de désordres. En France, le budget de la défense nationale a été considérablement augmenté. Une loi de programmation militaire 2024-2030 a été adoptée pour un montant de 413 milliards d'euros, sans que cela n'émeuve grand monde. Pour la

« défense nationale », il ne saurait y avoir d'austérité. La foi dans les armes les plus sophistiquées autorise les plus grands sacrifices, sans se demander plus avant si ces armes sont bien utiles, et si elles serviront vraiment à « défendre la patrie ».

Notre culture valorise la violence qui est toujours associée au courage de celle ou celui qui prend les armes pour défendre la justice, pour résister à l'envahisseur, pour protéger les siens. Notre culture nous somme de choisir entre la violence et l'inaction, entre la violence et la lâcheté. Elle ne laisse place, si ce n'est à la marge, à aucune autre attitude. Or, qui dit lutte, dit lutte forcément violente. Qui dit résistance, dit résistance forcément armée. La résistance véritablement active ne peut être que violente ou armée. Ce point est central et constitue la marque de la culture dominante qui ne peut concevoir une résistance sans armes. Ce conditionnement qui valorise la violence comme la vertu du courage, de la force et de la justice commence dès l'enfance, à l'école, où les héros guerriers tiennent une grande place dans nos manuels d'histoire et façonnent l'imaginaire qui, plus tard, deviendra certitude.

Dès lors, celui ou celle qui refuse la violence et la guerre est immédiatement soupçonné de vouloir se résigner, d'être passif et même d'être lâche. Et pourtant, la non-violence dans l'histoire a montré qu'elle était une autre voie, alternative à la violence et à la lâcheté. Pas seulement un témoignage pour l'éternité, mais une force organisée capable d'efficacité. Définitivement, la non-violence n'est pas assimilable au pacifisme, tel que nous l'entendons communément. Le pacifisme traditionnel dénonce avec raison la guerre et les horreurs de la guerre, mais ne propose généralement pas d'alternatives à la guerre pour défendre la justice, la paix ou la liberté. C'est sa faiblesse intrinsèque. La non-violence cherche toujours une alternative à la violence dans une action résolument offensive et sans concession. Jamais elle ne prête le flanc au défaitisme. Ainsi, le choix n'est pas entre l'inaction qui déserte l'histoire et fait le jeu de la violence et l'action qui doit nécessairement consentir à la violence et au meurtre. Le choix est entre l'inaction, la violence *et* la non-violence. Et cela change toute la perspective.

Ces chroniques d'actualité, publiées essentiellement sur mon blog¹, explorent les possibilités de la non-violence dans un monde dominé par la culture de la violence et de la guerre. Elles ne prétendent pas offrir des solutions toutes faites, mais elles affichent, au-delà des légitimes indignations, des perspectives possibles, réalistes, à partir de la matrice de la non-violence. Ces articles viennent compléter l'ouvrage *Démilitariser la France : plaider pour un pays acteur de paix*², publié au début de l'année 2022. Je voudrais les placer sous l'égide d'une belle maxime prononcée par mon ami, Jean-Marie Muller, philosophe et stratège de la non-violence, aujourd'hui disparu :

« Pour gagner la paix, il faut perdre la guerre, comme on perd une habitude. Une mauvaise habitude. »

¹Non-violence, Écologie et Résistances,
<https://alainrefalo.blog>

²Édité chez Chronique Sociale

1ère partie :

La guerre en Ukraine

Invasion militaire de l'Ukraine : faire entendre une voix non-violente

Revue *Silence*, 28 février 2022

Cette interview a été réalisée quelques jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Elle a été publiée dans la revue Silence dans son numéro du mois d'avril.

Silence : Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie déclenchée le 24 février 2022, de quels moyens alternatifs aux moyens militaires la communauté internationale dispose-t-elle pour réagir ?

Alain Refalo : Il est important de ne pas ajouter de la guerre à la guerre. Je remarque que, pour l'heure, la communauté internationale exclut une réaction militaire, tout en soutenant la résistance armée. Le risque est l'extension du conflit en dehors de l'Ukraine et un nouvel embrasement de l'Europe. Les sanctions économiques et financières qui ont été décidées vont dans le bon sens. Personne ne peut dire aujourd'hui si elles seront suffisantes. Ce qui est sûr, c'est qu'elles

contribueront à affaiblir durablement la Russie. Et peut-être de susciter une mobilisation de la société civile russe.

Est-il possible d'affirmer une position qui soit à la fois anti-invasion russe et anti-OTAN ?

La France fait partie de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. Elle n'est donc pas totalement neutre. Pour autant, nous, citoyens, pouvons faire entendre une autre voix. Dénoncer l'invasion russe ne signifie pas se ranger derrière les positions de l'OTAN, qui a certainement commis des erreurs ces dernières années qui ont fourni des prétextes aux volontés expansionnistes de la Russie. Après la chute du mur de Berlin, l'OTAN n'avait plus vraiment de raison d'être. Il appartenait aux Européens de prendre en main leur sécurité commune. L'avenir n'est plus dans la confrontation d'un bloc contre un autre bloc, mais dans la recherche d'une coopération internationale pour faire face ensemble aux défis climatiques, économiques et sécuritaires.

Plaider contre la militarisation de la France et contre l'arme nucléaire française est-il réaliste dans un contexte si tendu ? Alors que la

Russie menace d'utiliser l'arme nucléaire contre qui s'opposerait à son attaque, l'arme nucléaire nous rend-elle plus dissuasifs ? Nous protège-t-elle ?

Plus que jamais, l'arme nucléaire que nous possédons ne nous est d'aucune utilité. Elle ne peut pas servir à notre défense puisque son utilisation ou la menace de son utilisation face à la Russie nous exposerait à une destruction certaine et totale, ou à la menace de cette destruction. Nous sommes bien dissuadés de tenter de dissuader. La France doit signer le *Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)* afin de contribuer à la paix dans le monde qui se base aussi sur le désarmement nucléaire. En renonçant à l'arme nucléaire, la France enverrait un message important au monde et serait mieux à même d'être entendue sur la scène internationale.

Comment affirmer une autre défense dans ce contexte ? En Ukraine, une défense civile a-t-elle un sens ? Une intervention civile de paix a-t-elle un sens ?

A cette heure, les Ukrainiens privilégient la défense militaire. Mais la disproportion des forces en présence ne laisse que peu d'espoir quant à

l'issue de cette défense. Pour autant, une fois le pays occupé par les troupes russes, la société civile n'est pas totalement sans défense. Une résistance civile basée sur des actions de non-collaboration avec l'occupant reste possible. N'oublions pas que les Ukrainiens ont une expérience dans ce domaine. Mais les seuls qui peuvent le décider sont les Ukrainiens eux-mêmes. De même, ce n'est qu'à la demande des organisations civiles ukrainiennes que peuvent être envisagées des formes d'intervention civile par des volontaires venus de l'Ouest.

Pour ce qui concerne la France, il paraît illusoire de penser que la défense armée nous protège de toutes les menaces. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne nous protège aucunement du terrorisme, des pandémies présentes et à venir, des conséquences du réchauffement climatique, et de la montée des idéologies extrémistes dans notre pays. Il faut chercher les voies d'une défense civile non armée où les civils ont un rôle important à jouer pour faire face à ces menaces réelles. Les frontières à défendre ne sont plus essentiellement géographiques, mais elles sont surtout celles de la démocratie.

Quel discours non-violent alternatif à la riposte militaire est possible dans un tel contexte sans être "munichois" ?

Malgré l'émotion engendrée par l'invasion russe, propice à toutes les surenchères guerrières, j'observe une volonté de retenue militaire, ce qui est déjà un progrès. Pour autant, on ne peut accepter le diktat russe. Les sanctions économiques et financières font partie de la panoplie des ripostes non armées. Il faut espérer, à terme, un réveil et une mobilisation de la société civile russe qui détient certainement l'une des clés pour faire tomber l'autocrate Poutine. La non-violence, chez nous, si elle critique les choix militaires qui ne permettront pas de trouver une solution politique, doit pouvoir s'exprimer notamment par une solidarité active avec les sociétés civiles ukrainiennes et russes. Il appartient aux citoyens de tous les pays européens concernés par cette crise de se réapproprier les questions de défense et de sécurité toujours confinées dans des petits cercles spécialisés et toujours envisagées selon les intérêts des États. Les peuples ont aussi leur mot à dire.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin